

Arts de faire micropolitiques

Pascal Nicolas-Le Strat

Numéro 120, printemps 2015

micro-interventions

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/77835ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (imprimé)

1923-2764 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nicolas-Le Strat, P. (2015). Arts de faire micropolitiques. *Inter*, (120), 4–5.

ARTS DE FAIRE MICROPOLITIQUES¹

► PASCAL NICOLAS-LE STRAT

Toute expérience possède simultanément une portée micrologique et une portée macrologique. Elle se déplace constamment d'un plan macro à un plan micro. Ce mouvement de bascule (d'un plan à l'autre) provoque une mise à distance à l'intérieur même de la situation. Micro et macro, loin de s'exclure ou de s'opposer terme à terme, s'interpellent réciproquement, se mettent en question l'un l'autre. En changeant fréquemment de plan, en glissant d'une logique à l'autre, une expérience incorpore donc, dans son mouvement même, plusieurs points de vue, plusieurs éclairages. Macro et micro introduisent deux écritures possibles d'une situation et appellent donc une double question : que nous dit la situation dans son écriture macrologique (les rapports sociaux de genre, de classe ou de génération qui la travaillent) et dans son écriture micrologique (les interactions, coopérations ou collégialités qui la constituent) ?

Entre micro et macro, ainsi que l'argumente Gilles Deleuze², la différence ne tient pas principalement à une question de taille, au sens où les microdispositifs concerneraient des expériences de moindre envergure. Mettre en avant exclusivement une dimension d'échelle pour les opposer terme à terme ne s'avère pas particulièrement pertinent, pas plus que d'assimiler le macro au modèle stratégique et de renvoyer le micro au modèle tactique. Ces diverses tentatives pour les distinguer sur un mode binaire les enferment dans un face-à-face réducteur. Ni spécifiquement différence de taille ni divergence d'échelle, le micro et le macro se distinguent avant tout par une différence d'*entrée en existence*, une différence dans la manière, pour une expérience, de constituer son existence. Micro et macro représentent deux constitutions possibles pour une même réalité.

Une même action « montera » en existence parfois sur un mode micro, parfois sur un mode macro. Chacun de ces niveaux contribue à la dynamique de l'expérience selon sa visée propre. Par exemple, à n'importe quel moment, à l'occasion d'une réunion ou dans un espace de travail commun, une tension liée à l'expression du rapport social (de travail, de savoir, de sexe...) peut survenir et affecter la dynamique globale de la situation : une hiérarchisation symbolique des tâches s'instaure insidieusement entre hommes et femmes ; une circulation inégalitaire de la parole s'impose au détriment des acteurs moins expérimentés ; la prise de parole se fait selon une expertise scolairement moins légitime... Dans le cours ordinaire de l'activité et dans le quotidien des situations, des enjeux sociopolitiques globaux surgissent et viennent (re)déterminer profondément les interrelations. Aussi, au sein de réalités très micrologiques (une réunion de travail, par exemple), l'expression du rapport social (de qualification et de disqualification) reste agissante et peut perturber significativement les dynamiques à l'œuvre. Inversement, même dans un contexte lourdement contraint par des normes sociales ou des programmations peut survenir un événement qui resingularise la situation et réinterpelle l'expérience vécue.

Macro et micro surgissent inévitablement, en toute occasion. Encore faut-il accepter de les entendre, d'entendre le rapport genré, par exemple celui qui affecte les prises de parole dans un collectif, ou d'entendre le bruissement de la vie qui insiste au cœur des institutions les plus normalisatrices.

FAIRE VARIER L'INTENSITÉ DES SITUATIONS

Quel est l'apport spécifique des approches micro, des micrologies ? Elles filent très vite à l'essentiel. C'est certainement la meilleure image que nous pouvons donner d'une micrologie : une mise en mouvement vive et incisive qui prend de court les emprises institutionnelles (fonctionnement établi, règles acquises de longue date, idées communément partagées...), qui les déborde ou qui les contourne. Les micrologies font varier l'intensité des situations.

Certains porteurs de projets attribuent aux microstratégies des qualités qui ne leur correspondent pas véritablement. Ils s'adosent à des conceptions micro dans l'espoir de mieux maîtriser ce qu'ils engagent. En fait, ils qualifient leur démarche de micro parce qu'ils la voudraient simple. La dénomination est trompeuse. Ils sont tentés de miniaturiser les questions qui se posent comme si, en les faisant petites ou en les formulant petitement, ils les maîtriseraient mieux. Ils sacrifient la globalité du processus dans l'espoir ainsi de s'acquitter d'autant plus facilement des questions posées. Le micro n'est pourtant ni un succédané du réel, ni son amenuisement.

À l'inverse de ces approches appauvrissantes et réductionnistes, nous pouvons considérer que l'expérimentation micrologique possède une portée éminemment constituante (elle fait poids dans la réalité), car elle desserre l'emprise des rapports institués, non pour construire un rapport simplifié (apaisé) des situations mais, au contraire, afin de les investir plus directement, plus intensément, sans se laisser ralentir par des prises de pouvoir trop lourdement immédiates.

Le micro est bien un plan sur lequel l'expérience s'accélère, s'intensifie et se ménage ainsi un accès rapide aux questions les plus stratégiques : le rapport homme/femme dans la distribution de la parole lors d'une réunion, la disqualification hiérarchisante des pratiques et des usages au sein de l'espace public, l'invisibilisation des cultures minoritaires... À cette échelle, l'action laisse entrevoir ce que les rapports sociaux réservent de plus familier et de plus violent. Le micro représente un entraperçu, une sorte d'instantané de la société, dans ce qu'elle entretient comme structuration d'ensemble.

À un niveau micro, l'action gagne en intensité et en portée, même si elle perd – peut-être – en envergure. La logique micro est une stratégie d'intensification. Elle procède plutôt par démultiplication et dissémination (montée en latéralité) que par globalisation (montée en généralité). Elle correspond à un choix de mobilité et de réactivité dans l'espoir, à terme, de provoquer des fissures, d'introduire des porosités, d'entrebâiller des situations.

AGIR PAR L'INTÉRIEUR ET DE L'INTÉRIEUR

Dans ces perspectives micrologiques, que j'ai étudiées auprès d'artistes, d'architectes et d'activistes urbains, j'ai plus particulièrement identifié et analysé l'un de ces *arts de faire micropolitiques* : l'agir interstitiel.

Cet agir dans et par les interstices est assez exemplaire de ce que je viens de développer. L'agir interstitiel permet de jouer avec et sur un terrain imposé (les formes urbaines dominantes, par exemple) tout en préservant une dynamique critique, tout en restant mobile dans la situation. Les interstices peuvent prendre de multiples formes. Ils représentent avant tout une logique d'action, une manière de préserver une capacité à faire dans un contexte de fortes homogénéisation et hiérarchisation. Il peut s'agir d'une communauté d'activité qui œuvre en périphérie, à distance des modes classiques d'organisation du travail et d'exercice professionnel. Il peut s'agir aussi de l'occupation d'un espace délaissé ou en friche avec l'intention de réamorcer des socialités de voisinage. Les interstices constituent en quelque sorte une réserve de *disponibilité*, le moyen d'assouplir les formats de temps (les horaires habituels d'activité, les temps de la ville) et de limiter les emprises institutionnelles. Du fait de leur caractère transitoire et mobile, ils laissent deviner ou entrevoir d'autres conceptions possibles dans la conduite d'une activité ou d'autres processus de fabrication de la ville, plus ouverts et collaboratifs, plus réactifs et transversaux. C'est effectivement sur ce plan-là, à la fois méthodologique (une modalité de l'agir) et politique (une conception de l'agir), que se vérifie l'importance d'une expérience interstitielle.

L'interstice agit à la fois de l'intérieur et à l'opposé de ce qu'est la réalité institutionnelle dominante. Il conjugue une puissance antagonique (disjonctive) et une puissance constituante (affirmative). C'est donc un contre-pouvoir qui se détermine à même la réalité à laquelle il s'affronte. Nous pourrions tout aussi bien parler de contre-expérience ou de contre-existence tant cette forme d'antagonisme s'alimente à des forces « positives ». L'expérience interstitielle nous éloigne de la conception classique des contre-pouvoirs qui tirent leur énergie – et leur raison d'être – du rapport en négatif qu'ils entretiennent avec leur contexte institutionnel. Rien de tel dans le travail interstitiel : sa force, il la tient des processus qu'il est susceptible d'amorcer. Sa montée en puissance se module en fonction de l'intensité (vécue, éprouvée) de ses créations et de ses expérimentations. L'expérience interstitielle est une forme de radicalité essentiellement positive, directement indexée sur la dynamique qu'elle est capable d'impulser. Sa faculté d'opposition et de contradiction ne lui parvient pas du dehors (en tant que reflet inversé de la réalité dominante), mais se construit peu à peu, sous la forme de coopérations et d'alliances d'acteurs, par l'exploration de nouveaux agencements de vie (partage, rencontre), grâce à la coexistence de multiples singularités...

LA MONTÉE EN LATÉRALITÉ DES EXPÉRIENCES

La dimension micro s'avère particulièrement probante dans un deuxième registre : l'importance de penser les expériences en mode « mineur » afin d'éviter qu'elles ne soient laminées ou assommées par des formes de théorisation ou d'idéologisation verticales et globalisantes. Souvent, la transmission des expériences est conçue sur une *montée en généralité*, au sens où chaque collectif d'acteurs devrait parvenir à dégager (extraire) de son expérience certaines problématiques de portée plus universelle, de dimension plus macro, qui pourraient, dès lors, se transmettre et se partager. Pour ma part, je me méfie de ce détour supposé obligé par le « haut », par le plus général, pour assurer une transmission. Je crains que cette démarche ne fasse violence aux expériences, qui devraient en quelque sorte extirper d'elles-mêmes une réalité généralisable et, en conséquence, laisser dans l'incommunicable une part significative, voire essentielle, de ce qu'elles auront développé en mode micro.

Ce qui me préoccupe dans ces schémas habituels de transmission, c'est qu'à aucun moment ne sont énoncés les critères de la généralisation, à savoir les facteurs à prendre en compte pour faire la part des choses, la part entre le macro et le micro, entre le généralisable et l'irréductible singularité. Cette ligne de partage est rarement abordée en tant que telle. Et pourtant, si nous suivons les analyses de Jacques Rancière³, il s'agit d'une question politique tout à fait centrale. Qui décide – et comment – de ce qui est généralisable ou non, de ce qui peut franchir les limites de l'expérience (le conçu) et de ce qui restera confiné dans le vécu, de ce qui est audible et de ce qui est maintenu silencieux ? Bien qu'ils ne soient pas énoncés précisément, ces critères politiques qui déterminent *la part et l'absence de part*, pour le dire dans les termes de Rancière, n'en sont pas moins très agissants. Le fait de ne pas les expliciter nous expose à réitérer passivement, en mode macro, les critères les plus convenus, les plus apparents, ceux qui fonctionnent comme des évidences. Au pire, dans une société où le temps et la disponibilité deviennent une ressource rare, nous serons conduits à ne communiquer paresseusement que les aspects les plus facilement formalisables de l'expérience (sur le mode, par exemple, d'un tableau à double entrée : points positifs/points négatifs) en laissant de côté nombre d'aspects qui ne deviennent accessibles que par un effort exigeant d'élaboration et d'énonciation.

La question de la transmission relève donc bien d'un enjeu micropolitique, et un enjeu micropolitique majeur. À l'encontre d'une *mon-*

tée en généralité trop systématique, il est possible, en mode plus micro, de développer des formes de *montée en latéralité* en favorisant la capacité des expériences singulières à trouver le chemin d'une expression, à se confronter les unes aux autres et à se mettre démocratiquement en risque les unes en regard des autres. Cette montée en latéralité (ou transmission transversale) suppose l'existence de microespaces publics et démocratiques où les expériences pourront se partager (énonciation) et où elles pourront se discuter et se délibérer (élaboration). Les enjeux de transmission nous renvoient ainsi à la nécessaire constitution de ces multiples microscènes démocratiques, car une expérience ne circule pas d'un acteur à un autre, sur un mode direct et immédiat ; elle se partage au sein d'un espace qui fait médiation et qui régule démocratiquement les interactions. Ce sont les conditions à réunir pour que la part de singularité des expériences soit préservée et qu'elle puisse se communiquer, pour qu'elle ne soit pas invisibilisée par des approches trop macro et des problématisations systématiquement englobantes. Nous retenons par conséquent l'hypothèse d'une transmission qui se réalise en mode micro et qui favorise, de la sorte, la circulation et la dissémination des expériences en sauvegardant ce qu'elles incorporent de plus intensément vécu.

Le registre micro ne traduit aucunement un rétrécissement des perspectives ou un appauvrissement des ambitions. Il favorise au contraire l'interaction entre les expériences et le déplacement de l'une à l'autre. Si elle veut se communiquer et se partager, une pratique (urbaine, sociale ou artistique) a tout intérêt à valoriser les dynamiques micro qu'elle porte en elle, afin de ne pas être trop vite absorbée par des logiques macro de généralisation ou de modélisation. Le registre micro lui permet de « tenir » sa singularité, de la préserver suffisamment longtemps pour que cet apport qualitatif réussisse à s'imposer, à se faire entendre et (re)connaître. L'expérience ne doit donc pas « filer » trop vite vers le général et le global si elle veut interagir avec d'autres pratiques et alimenter notre réflexion commune. ◀

Notes

- 1 Au fur et à mesure de mes chantiers de recherche, auprès d'artistes, d'architectes ou d'activistes, j'ai identifié plusieurs logiques d'action que j'ai nommées, en écho à la célèbre formulation de Michel de Certeau (cf. *L'invention du quotidien : arts de faire*, t. 1, Gallimard, 1990, 349 p.), des arts de faire micropolitiques. Souvent ces expériences micrologiques ne sont pas considérées à leur juste mesure ; elles sont jugées de trop petite échelle et de trop modeste envergure. Une partie de mon travail de sociologue a donc consisté à rehausser l'intérêt qu'on doit leur accorder. Il m'a fallu, par un travail de description et de conceptualisation, faire découvrir leur réelle portée et faire prendre conscience de leur puissance d'action. En lien avec ces chantiers de recherche, listé au www.le-commun.fr, mes publications suivantes peuvent être consultées : *Carnets de correspondances / Cuaderno de correspondencias*, éd. bilingue, projet Correspondances citoyennes en Europe, Fulenn, 2011, 455 p. ; *Un projet d'éco-urbanité : l'expérience d'ECObox dans le quartier La Chapelle à Paris*, ISCRA, 2004, 69 p. ; *Pour parler, entre art et sociologie : rencontre avec Slimane Raïs*, Presses universitaires de Grenoble, 2002, 98 p.
- 2 Cf. Gilles Deleuze, *Deux régimes de fous : textes et entretiens 1975-1995*, de Minuit, 2003, p. 113 sq.
- 3 Cf. Jacques Rancière, *La méésentente*, Galilée, 1995, 188 p. ; *Le partage du sensible : esthétique et politique*, La Fabrique, 2000, 80 p.

Pascal Nicolas-Le Strat, politiste et sociologue, maître de conférences (HDR) en sociologie à l'Université Montpellier 3, est l'auteur d'*Une sociologie du travail artistique* (1998), d'*Expérimentations politiques* (2007) et d'*Une sociologie des activités créatives-intellectuelles* (2014). L'ensemble de ses travaux et publications est proposé en libre accès sur son site personnel, le-commun.fr. Il conduit actuellement une recherche sur « le travail du commun » dont le contenu est proposé sur un blogue y étant dédié : blog.le-commun.fr. Il poursuit de même une réflexion épistémologique sur une sociologie de plein vent (collaborative et située) que l'on peut aussi trouver au www.pnls.fabriquesdesociologie.net.